



**COMITÉS
SYNDICALISTES
RÉVOLUTIONNAIRES**
SYNDICALISTES@GMAIL.COM WWW.SYNDICALISTE.COM

*Rompre l'isolement affinitaire et construire la **contre-société***

Ce texte est une invitation au débat pour construire ensemble, à l'attention des militant·es révolutionnaires, des sympathisant·es et de celles et ceux qui veulent se confédérer.

Le mouvement de lutte pour la défense des retraites a confirmé l'analyse que notre Fédération faisait depuis des années de la situation politique. Si cette analyse, à travers son contenu mais aussi son élaboration, légitime l'existence de notre organisation, elle lui impose aussi d'assumer ses responsabilités dans le cadre de cette situation nouvelle.

DE LA GUERRE DE POSITIONS À LA GUERRE DE MOUVEMENTS

Depuis les années 1940, la lutte des classes dans notre pays se caractérise par une guerre de positions, et ce, sur une longue durée. Le second conflit mondial a rebattu les cartes et chaque force politique

tente alors de stabiliser les positions nouvellement acquises dans la société. La crainte d'une guerre civile, dans un pays et un continent en ruine, favorise cette lutte des classes de basse intensité, sans volonté réelle de perspective anticapitaliste.

Cela ne signifie pas que le pays ne va pas être ponctuellement déstabilisé par des périodes de tensions (grèves de 1947-1948, guerre d'Algérie, mai 1968). Mais ces tensions interviennent dans le cadre d'une période de croissance économique et technologique qui permet l'amélioration rapide des conditions de vie du prolétariat, mais surtout celles de la petite bourgeoisie intellectuelle. Cette dernière constituant depuis ses origines l'encadrement des orga-



SYNDICALISTES@GMAIL.COM

WWW.SYNDICALISTE.COM

nisations affinitaires (de l'ultra-gauche au Parti radical), qui se présentaient comme les porteuses de l'alternative politique. Une « organisation affinitaire », qu'elle soit organisée sous la forme d'un parti ou autrement, a pour vocation de structurer ses membres sur la base d'une appartenance à un courant de pensée, une affinité. Contrairement à l'organisation syndicale, de classe, elle tend à recruter des membres de plusieurs classes sociales. La composante petite bourgeoise, et plus particulièrement les intellectuels, se retrouvant le plus souvent comme pôle dirigeant.

Cette situation accentue la sociale-démocratisation du mouvement ouvrier. Cela est vrai pour le mouvement syndical, dont la bureaucratie va accepter l'intégration aux institutions capitalistes (publiques et privées). La tendance « communiste » de la CGT utilise le PCF pour négocier cette intégration. Issue de l'expérience syndicaliste révolutionnaire, elle constitue une société parallèle, symbolisée par la « banlieue rouge ». Tout en s'investissant dans les institutions bourgeoises pour utiliser leurs finances afin de les mettre au service d'un encadrement affinitaire du prolétariat. Cette figure d'équilibriste, stratégiquement bancal, offre des résultats dans l'immédiat, mais elle est intenable dans la durée. Car la société parallèle, sans dynamique de double besogne, perd progressivement sa sociabilité de classe et sa culture autonome (entre autre, le refus de parvenir individuellement). L'intégration au sys-

tème en est la conséquence logique et l'embourgeoisement des responsables, une règle.

Mais la dérive sociale-démocrate est une réalité encore plus accentuée pour les organisations affinitaires, qu'elles soient « réformistes » ou dites « révolutionnaires ». Leurs militants se transforment en tribuns qui gèrent les multiples secteurs de luttes (lycéens, étudiants, immigrés, locataires), correspondant aux différentes composantes des classes populaires dans lesquelles ils ont réussi à établir une influence partielle. Cette nature sociale-démocrate agissant au sein du capitalisme explique l'absence de programme socialiste et donc de toute stratégie pour y parvenir¹.

C'est également pourquoi, lorsque la grande bourgeoisie engage dans les années 1970 une remise en cause du compromis fordiste, l'extrême gauche intervient finalement comme négociateur d'un nouveau compromis axé sur des réformes sociétales... offrant à de nombreux « cadres révolutionnaires » et anciens militants subversifs l'accès à des responsabilités dans un capitalisme rénové et un mode de vie libéralisé.

L'offensive toyotiste, visant à détruire un à un les « bastions ouvriers », a donc pris, dans un premier temps, la forme d'une guerre de positions. Les courants sociaux-démocrates, modérés comme radicaux, se sont appuyés sur les écrits de Gramsci pour justifier cette même guerre de positions basée sur le concept d'hégémonie culturelle. Les batailles, de plus en

plus idéologiques et de moins en moins matérielles, conservaient ainsi leur dimension institutionnelle et protégeaient les appareils et les carrières individuelles de tout basculement aventuriste. Les débats d'idées ont remplacé la lutte de terrain, l'organisation du prolétariat dans ses lieux de vie et d'exploitation.

Pourtant, cette hégémonie culturelle subversive et transgressive, caractérisée par un capitalisme qui n'a jamais été aussi contesté que de nos jours, n'a pas empêché la grande bourgeoisie de se sentir assez puissante pour passer, depuis une vingtaine d'années, à une guerre de mouvements. Le dernier exemple en date est l'attaque contre nos retraites, où nous avons « gagné la bataille des idées » et subi une défaite historique. L'idéalisme, matrice des organisations affinitaires, a été battu à plate couture.

UNE TENDANCE SR OFFENSIVE DANS LA GUERRE DE MOUVEMENTS

La dernière mobilisation a démontré l'état d'atomisation du « mouvement ouvrier ». La désocialisation du prolétariat, accompagnée d'une libéralisation culturelle, a été un obstacle à la construction d'une action collective, dans les entreprises, dans les professions, dans les localités... La théorisation du « mouvement social »², censée fédérer les luttes sectorielles, a logiquement glissé vers la théorisation des luttes spécifiques. La perte de tout projet de société a enfermé les individus dans des luttes partielles, centrées sur des

oppressions propres à chaque vécu humain. Les fédérer sans perspective collective contre toutes les exploitations et oppressions, sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, apparaît pourtant illusoire.

Actuellement les mobilisations sont coupées de toute référence de classe, repliées sur elles, sans aucune dynamique sociale, laissant le prolétaire plus que jamais victime de la culture bourgeoise, avec des relations « humaines » affectées par cette culture de la domination. Les carences des organisations syndicales sont évidentes. En réduisant leurs actions féministes et antiracistes, elles ont laissé le terrain à des mobilisations spécifiques portées par des associations multiclassistes et donc facteurs de reproduction de la domination bourgeoise et de sa violence interne dans ces mêmes associations. Les syndicats ont perdu leur savoir-faire d'intégrer la bataille contre les oppressions spécifiques dans une dynamique globale, une double besogne. L'expérience des commissions internes aux syndicats (femmes, main-d'œuvre immigrée, handicapés, jeunes...) fournissaient pourtant une riche expérience de collectivisation permanente des oppressions spécifiques.

Les attaques de l'adversaire s'accroissent, se diversifient et se généralisent, et elles ne trouvent en face que des forces émiettées qui défendent leurs intérêts spécifiques.

Notre fédération a depuis longtemps analysé cette situation, qui lui imposait, à elle aussi,



une remise en cause. Le danger était de sombrer dans un syndicalisme routinier. Nous avons alerté nos sympathisants sur cette dérive et débattu en interne. Un certain confort d'appareil apparaissant comme un obstacle à la nécessité de débattre de la guerre de mouvements qui s'impose à nous. La situation posait pourtant la question du rôle, réactualisé, d'une tendance syndicale. Elle changeait forcément de nature, en ne pouvant se satisfaire de peser patiemment par des débats internes dans des syndicats et des unions locales (UL) qui, au fil des jours, perdaient leur nature de syndicat et d'UL pour se limiter à des poignées de militants plus ou moins investis.

L'irruption du mouvement des Gilets jaunes est venue confirmer l'atomisation du syndicalisme, qui, lors de la lutte contre la loi Travail, s'était déjà

condamné à une mobilisation active en substitution à la grève de masse. L'intervention d'une tendance syndicaliste révolutionnaire (SR) dans une situation totalement instable impose une réactivité plus grande, une utilisation plus intense de cette même tendance, mais aussi une dynamique de travail de plus en plus collective. D'où la nécessité d'un plan de travail servant de repères constants à nos actions, matérialisant la double besogne.

LA NÉCESSITÉ D'UNE CONTRE SOCIÉTÉ

Ce plan de travail est constitué de trois éléments.

D'abord, d'une stratégie : l'actualisation de la double besogne. Elle définit pour chaque type d'organisation une fonction et une méthodologie d'actions. Notre Fédération est une des seules à disposer d'une stratégie

cohérente avec la maîtrise conceptuelle et pratique des différents outils. Beaucoup d'autres organisations en étant encore réduites à réfléchir à l'articulation entre les structures syndicales, les comités de luttes, les associations, les partis, conseils ouvriers et autres soviets. Ou parfois même à assumer une conception très originale du travail et des outils : « *On verra bien le jour de la révolution.* »

Cette stratégie est complétée par un programme politique. Il consiste à définir le contenu que devra prendre la gestion socialiste au moment de la rupture révolutionnaire, dans chaque branche professionnelle et dans chaque zone géographique. Ce programme ne peut être produit que par des organisations constitutives d'une confédération de masse, par la collectivisation des savoirs de leurs nombreux membres. Mais ces organisations doivent être irriguées par une réflexion révolutionnaire offerte par une tendance SR. Car la dynamique de la double besogne ne s'exprime pas spontanément. Il ne suffit pas de connaître la réalité d'une branche d'industrie. Il faut également orienter la réflexion sur la gestion socialiste.

C'est donc la fonction des comités SR locaux ainsi que des réseaux d'industrie de commencer, avec leurs connaissances partielles mais réelles, à lancer l'élaboration de ce programme politique. C'est-à-dire penser les modes de réorganisation du travail lors de la dynamique révolutionnaire et étudier les données matérielles la rendant possible. De réapprendre à réfléchir col-

lectivement à un programme politique pour proposer aux syndicats de s'approprier également cette démarche inscrite au cœur de la CGT historique.

Mais ces deux éléments n'ont aucune efficacité sans l'existence d'une classe en soi et pour soi, matérialisée par une confédération de classe et de masse. Elle ne se constituera pas sur la base d'un sigle ou dans une démarche affinitaire. Au contraire, elle sera nécessairement le produit d'une dynamique de confédération de ce qui existe, c'est-à-dire d'individus, de syndicats, d'associations, de réseaux qui désirent se socialiser au-delà des logos et des appareils repliés sur eux. C'est de la responsabilité des CSR de se présenter comme un ciment, pouvant aider à fédérer ces désirs locaux à sortir du corporatisme, du localisme, du sectarisme d'appareil, du communautarisme pour les réhumaniser dans une classe en action. C'est-à-dire réapprendre à construire son avenir avec toutes et tous.

La très grande majorité des militants apparaissent tétanisés par la situation qu'ils doivent affronter, mais encore plus par les tâches qu'ils doivent assumer dans la période présente. La radicalisation des discours cache une peur de se projeter intelligemment dans le futur. Le vide politique est total et s'accompagne systématiquement de vieilles recettes périmées et indigestes. Il serait donc totalement illusoire d'attendre que la confédération s'engage par une simple accumulation spontanée de démarches individuelles. Il

apparaît indispensable de lancer une dynamique collective pour mettre en confiance les premiers noyaux, pour les inciter à sortir de la simple contestation verbale du système capitaliste pour l'orienter vers une démarche révolutionnaire.

C'est de la responsabilité des CSR de lancer cette démarche.

LA CONSTRUCTION DE LA CONTRE-SOCIÉTÉ

Nos comités sont en contact avec des milliers de militants. Notre objectif n'est pas de s'affirmer comme la nouvelle avant-garde à laquelle il faut se rallier. Pour autant, l'activation de la double besogne nous impose de massifier la tendance SR et d'élargir son influence.

Il apparaît donc déterminant de proposer l'adhésion à celles et ceux qui s'estiment dès maintenant motivés pour faire vivre la double besogne au quotidien, dans une dynamique révolutionnaire. Ce qui veut dire rejoindre et participer à l'animation d'un CSR local, départemental ou régional.

Pour d'autres, encore hésitants quant à leur engagement révolutionnaire, il est intéressant de proposer un rôle de sympathisant. Ce qui signifie participer ponctuellement à l'action révolutionnaire d'un CSR (se joindre à un collage, assurer une formation, fournir des informations, relayer nos expressions...).

Il est prioritaire de coordonner les militants ainsi que les sympathisants dans une démarche de création de véritables syndicats d'industrie. Or, pour animer ces

syndicats, il faut des camarades formés. Ce qui demande souvent une véritable révolution culturelle pour rompre avec l'activisme institutionnel qui gangrène le syndicalisme modéré mais aussi radical. C'est la fonction de la tendance d'assurer cette formation pour renouer avec l'expérience de la double besogne.

Mais il est tout aussi important d'engager une conversation sérieuse avec toutes celles et tous ceux que nous rencontrons sur nos terrains d'action. De partir d'un bilan partagé de la situation, de la nécessité d'une contre-société, comme alternative globale mais aussi pour changer leur quotidien. Des millions de prolétaires partagent notre constat que nous vivons dans une société nocive. Il s'agit donc d'aller au-delà de la simple dénonciation pour commencer à nous en émanciper en ouvrant des espaces libérés et socialisés. Il faut rompre avec toute forme de repli affinitaire qui ne protège aucunement de la domination culturelle et structurelle de la bourgeoisie. Un couple, une bande d'amis, une coopérative, une association, un groupe affinitaire ou tout autre regroupement réduit d'individus n'offre aucune protection contre la culture de la domination et sa reproduction dans ces mêmes regroupements affinitaires. Le constat est évident en observant autour de nous les conflits internes, souvent violents, qui traversent ces replis affinitaires.

En outre, ces espaces affinitaires n'offrent aucune perspective socialiste. Ils s'intègrent

tous, finalement, dans une démarche sociale-démocrate (modérée ou gauchiste), visant à négocier des intérêts particuliers dans le système en place. Que ce soit dans un syndicat d'entreprise, une association caritative ou un couple autocentré.

Dans ces discussions, il faut partir de la réalité, des expériences, des intérêts immédiats et des envies. Il serait inadapté de proposer une autodiscipline et des perspectives collectives à des individus actuellement désocialisés. Il s'agit, avant tout, d'inciter nos contacts à continuer leurs activités, mais sur d'autres bases. C'est-à-dire de s'intégrer à une démarche sociale, de se fédérer pour ensuite se confédérer. Prenons l'exemple d'une association locale de locataires. Il s'agirait de lui proposer de systématiquement engager une démarche unitaire avec les autres associations. Mais aussi de se coordonner avec les syndicats des travailleurs de la construction et avec les UL. C'est-à-dire d'accumuler de nouvelles forces, de mutualiser les connaissances et d'attaquer l'adversaire sur plusieurs flancs.

Il apparaît urgent de déborder les logiques d'appareil, non pas en nous épuisant à combattre les bureaucraties, grandes comme petites, mais à agir de façon autonome par une unité d'action, par un front unique en construction sur chaque terrain de lutte et de vie.

Puisque les appareils syndicaux n'envisagent la réunification syndicale que sous la forme de négociations au sommet, nous proposons comme axe



complémentaire et bien plus pertinent de lancer des réseaux d'industrie afin de fédérer un maximum de syndiqués d'une même branche, ouverts à toutes les appartenances.

La contre-société n'est pas ouverte qu'aux luttes professionnelles et sectorielles. Elle s'enrichit d'activités culturelles dans tous les domaines, elles aussi socialisées et non restreintes à un quartier, une communauté, un réseau d'amis, une entreprise...

Il serait idéaliste de croire qu'une démarche révolutionnaire, c'est-à-dire offensive, soit envisageable sans passer par une étape de mise en confiance.

Retrouver le sens et l'ambiance des congés payés

Le camp d'été de la Fédération des CSR est un lieu de plus en plus apprécié. L'événement était déjà reconnu pour la qualité de ses débats et de ses formations, mais il l'est également de plus en plus pour les relations humaines qui y règnent. C'est pourquoi nous avons décidé de le faire évoluer, afin de permettre une participation pleine et épanouissante des enfants, des conjoint-es, ainsi que de tout prolétaire, syndiqué ou non. Alors, cet été, vous pouvez proposer à votre famille et à vos ami-es une semaine de socialisme !

Une victoire passe par une phase préalable de cohésion, de motivation, d'optimisme. On ne construit pas une société émancipée et heureuse en s'appuyant sur la misère humaine, la souffrance, le désespoir ou même la colère. C'est le mythe entretenu depuis bien longtemps par l'extrême gauche et qui explique, pour partie, son incapacité à construire dans la durée et sa tendance à s'entredéchirer sous la pression des frustrations individuelles. Pour produire du bonheur, il faut déjà en connaître le goût. La contre-société a donc vocation à créer du bonheur dès maintenant. À répandre du bonheur collectif, afin que toute forme de domination bourgeoise devienne désormais insupporta-

ble. C'est ce qui différencie une éruption de colère d'une dynamique révolutionnaire.

ET MAINTENANT, ON AVANCE DANS LA MÊME DIRECTION !

Ce processus de socialisation n'a rien d'artificiel ou de fantasmé. Il a déjà montré son efficacité. Car il a existé une contre-société prolétarienne en France. Malgré les coups portés par l'adversaire et les manœuvres de divisions menées par certaines affinités, la CGT historique n'a pas seulement voté une charte à son congrès d'Amiens, en 1906. Elle l'a faite vivre, en lui donnant un contenu matériel que des millions de prolétaires ont vécu au quotidien :

– Dans les actions des syndicats d'industrie, qui ont permis de fédérer les différents métiers d'une même branche, ce qui a donné les conventions collectives, facteurs d'unification de tous les travailleurs, mais aussi une capacité de contrôle ouvrier réel, par la mutualisation des connaissances professionnelles.

– Dans les services socialisés de la Sécurité sociale, permettant une entraide de classe sous forme d'une libération du travail exploité (pendant les arrêts maladie, la maternité, les accidents du travail, la retraite).

– Dans les Bourses du travail (UL), avec toutes les activités culturelles, sportives, éducatives, sanitaires, libérées des logiques marchandes et socialisées.

– Dans les congés payés, ce temps libéré, mais aussi socialisé grâce aux multiples activités culturelles proposées par la CGT

et démultipliées en 1936, grâce aux cotisations de millions d'adhérents.

La CGT et toutes ses organisations internes sont le produit de la confédéralisation des structures qui existaient déjà mais séparément (syndicats de métiers, Bourses du travail autonomes, associations d'entraide, coopératives, mutuelles, clubs culturels...). En se socialisant, ces multiples organisations se sont constituées en contre-société. Elles ont donné une réalité à la double besogne, construire tous ensemble, dès maintenant, la société émancipée de demain.

La Fédération des CSR invitent toutes celles et tous ceux qui le désirent à rompre avec l'isolement affinitaire et le pessimisme, et à se joindre à cette dynamique. L'heure est au débat constructif.

La Fédération des CSR

1. *Histoire du gauchisme*, Philippe Buton, éditions Perrin, 2021.

2. En 1998 un *Appel pour l'autonomie du mouvement social* est lancé par des militants syndicaux et associatifs. Prenant pour prétexte les menaces de récupérations électorales des luttes en cours, cette initiative, inscrite dans une théorisation, justifie de fait l'existence d'une profusion d'organisations non confédérées. Celles-ci annonçant pourtant vouloir converger vers un projet de société alternatif au « libéralisme ». Un certain nombre des partisans de cet appel se sont retrouvés ensuite à soutenir des listes électorales pour les municipales. Quant au projet de société, on attend toujours l'horaire de la première réunion devant s'y consacrer.